



## Axes stratégiques - Cité Éducative de Mamoudzou - Kaweni 2020-2022

Dans un territoire où 84 % de la population vit sous le seuil de pauvreté (INSEE) et où près de la moitié de la population a moins de 17 ans et demi, la question de l'éducation et de la prise en charge des enfants et des jeunes est un enjeu majeur pour la cohésion sociale du département de Mayotte.

Kaweni est « le village » le plus peuplé (17 600 habitants) de Mamoudzou, la plus grande ville du territoire. Y vivent près de 60 % de moins de 20 ans et une importante population en situation irrégulière dans une grande précarité sociale. Le taux de chômage des jeunes y est très élevé. La précarité a de nombreuses conséquences sociales pour les enfants, qui, le plus souvent, sont exposés à la marginalité.

Kaweni comporte également deux écoles maternelles, cinq écoles élémentaires, deux collèges et deux lycées, soit près de 9 000 élèves. Les enfants de 3 ans scolarisés ne représentent que 15 % des élèves de maternelle. La question scolaire et plus largement celle de l'éducation partagée est un enjeu fondamental du projet de rénovation urbaine en cours. Un programme de Réussite Éducative y est intégré, mis en œuvre depuis 2016 et accueille 102 parcours. Une Zone de sécurité Prioritaire y a été créée en 2018. L'ensemble de ces dispositifs s'appuie sur une vie associative très riche et dynamique. La cinquantaine d'associations recensées en 2019 propose des activités préventives, sociales, sanitaires, culturelles, sportives et éducatives tout au long de l'année.

Les équipes éducatives du 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré sont engagées dans ces démarches et très impliquées dans la vie du quartier aux côtés des élus du territoire mobilisés pour porter la transformation urbaine et sociale de ce secteur. La promotion de la continuité éducative et le besoin de conforter le rôle de l'école sont importants pour ouvrir ce quartier enclavé. Il est en effet nécessaire de mettre en place une stratégie éducative innovante et ambitieuse avec une reconquête républicaine de ce secteur marqué par un climat d'insécurité et une très faible mixité scolaire.

Dans ce contexte, la labellisation « Cité Éducative » de Kaweni est un levier pour renforcer la mobilisation des acteurs locaux autour des enfants, des jeunes et de leur famille. Elle doit permettre de valoriser et de conforter les expérimentations engagées à Kaweni, de favoriser une approche éducative globale en développant la continuité éducative dans les activités péri- et extrascolaires en cohérence avec les familles. L'accompagnement des services municipaux par les services de l'Etat permettra de déployer des projets structurants et d'aider la montée en compétences des acteurs du territoire, au service des enfants.

Les enjeux relatifs à la Cité Éducative de Kaweni sont de quatre ordres :

1. **Un enjeu de pilotage et de coordination** : créer une synergie de travail et une logique de réseau entre les habitants du quartier, les acteurs institutionnels, associatifs et les établissements scolaires pour rattraper les immenses besoins du territoire ;
2. **Un enjeu autour de la place de l'école dans le quartier** : créer les conditions favorables à l'apprentissage pour les enfants et les jeunes dans un partenariat étroit entre le quartier, les parents, les associations et les établissements scolaires ;
3. **Un enjeu de continuité éducative** : permettre la construction de parcours qui articulent les différents temps de l'enfant et les étapes de son développement jusqu'à l'âge adulte ;
4. **Un enjeu d'ouverture au monde** : accompagner chaque jeune dans son projet professionnel afin que la jeunesse de Kaweni soit une force pour développer le territoire.

## ① Créer une synergie de travail et une logique de réseau entre les habitants du quartier, les acteurs institutionnels et associatifs et les établissements scolaires pour rattraper les immenses besoins du territoire :

- Structurer le partenariat éducatif, renforcer et dynamiser la complémentarité des acteurs éducatifs de la petite enfance et de la jeunesse (école, associations, parents, institutions) ;
- Accompagner la montée en compétence des professionnels au service de l'enfant par le biais de formations intercatégorielles et en mobilisant notamment le CNFPT et le plan de formation de l'Education Nationale ;
- Accompagner à la parentalité, mais aussi les parents dans leur intégration ;
- Rendre le territoire attractif en lien avec la sécurisation des sites, la qualité des espaces de travail et la stabilisation des équipes ;
- Mutualiser et capitaliser les espaces, les bonnes pratiques, les compétences et les outils en s'appuyant notamment sur le GIP Maore Ouvoimoja, Centre de Ressources Politique de la Ville..

## ② Créer les conditions favorables à l'apprentissage pour les enfants et les jeunes dans un partenariat étroit entre le quartier, les parents, les associations et les établissements scolaires :

- *Développer des modes de garde occasionnels adaptés aux besoins du territoire :*

Dans le cadre de la petite enfance et du soutien à la sociabilisation dès le plus jeune âge, **déployer des structures d'accueil et de mode de garde de la petite enfance** est un enjeu central pour l'appui aux familles de Mayotte. Dans le cadre du schéma départemental des services aux familles (SDSF), l'augmentation du nombre de places figure parmi les priorités. La zone urbaine de Mamoudzou reste clairement sous dotée, bien que le secteur concentre un nombre important d'entreprises et de salariés. Ces structures d'accueil pourraient également constituer des lieux de stages pour les jeunes du quartier et de formation pour la petite enfance. Le déploiement du **Fonds de développement social (FDS)** sur l'investissement et des **crédits de la CSSM et du Conseil Départemental** sur le fonctionnement permettent de financer largement les structures. Il conviendra d'identifier un ou plusieurs porteurs potentiels pour ce projet.

- *Offrir de bonnes conditions d'accueil aux enfants et permettre la scolarisation des élèves dès 3 ans, l'adaptation des lieux (structure et mobilier) ainsi que la création d'espaces « parents » :*

Le territoire est marqué par un déficit important et récurrent en infrastructures scolaires. Pour le 1<sup>er</sup> degré, les services de l'État élaborent une **programmation pluriannuelle** glissante sur 4 ans depuis 2016 avec 30M€ annuels depuis 2019. Depuis la reprise de la compétence en 2014 jusqu'à 2021, ce sont ainsi 503 salles de classe neuves, 950 rénovations et 67 réfectoires qui auront été programmés avec des livraisons attendues jusqu'en 2025.

L'objectif prioritaire de la ville de Mamoudzou est de réduire voir supprimer totalement les rotations pour les 15 000 élèves du 1<sup>er</sup> degré. La commune a mis en place depuis maintenant 5 ans un programme, qui a permis la rénovation de 18 écoles et de 40 salles de classe vétustes ou délabrées pour un montant de 5,5M€. En 2020, une étude sur le Schéma Directeur des écoles sera lancé avec l'objectif d'aboutir sur un plan pluriannuel de construction de salles supplémentaires et de réfectoires.

Dans le cadre du **plan pour l'avenir de Mayotte**, plusieurs mesures exceptionnelles ont été prises avec notamment la mobilisation d'une enveloppe de 500M€ sur la durée du quinquennat en faveur des constructions scolaires des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés et la mise en place d'un rectorat de plein exercice avec des moyens RH supplémentaires. En parallèle, le déploiement d'une mission interministérielle (IGA, IGENR, CGEDD, CGEFI), qui s'est rendue sur Mayotte début juillet 2019, doit permettre d'établir un plan

pluriannuel d'investissement sur 10 ans et de proposer des solutions innovantes visant à accélérer le rythme des constructions scolaires, et ainsi mettre fin au système de rotations.

Le Vice-Rectorat de Mayotte fait de l'école maternelle une priorité sur le territoire, avec notamment la mise en place d'un **dispositif plurilingue** qui permette l'accueil des élèves dans leur langue maternelle. Par ailleurs, le **dédoublage des classes de CP et CE1**, qui sera étendu aux Grandes Sections à la rentrée 2020, permet de contribuer à la qualité d'accueil des enfants. Enfin, les élèves, qui ne disposent pas chez eux de conditions de travail adaptées, ont la possibilité dès le cycle 3 pour cette année scolaire 2019-2020 de réaliser leurs devoirs au sein des établissements scolaires dans le cadre du **dispositif « devoirs faits »**.

- ***Accueillir et accompagner les personnes en situation de handicap et leur famille :***

À moyen terme, l'enjeu est de mettre en œuvre un nouveau plan de rattrapage pour compléter l'offre d'accueil pour enfants, créer une offre pour adultes et élaborer un modèle pérenne de prise en charge à Mayotte. L'**augmentation sensible du FIR** (Fonds d'Intervention Régional) dans le cadre de l'ARS de plein exercice est une opportunité importante.

- ***Améliorer les conditions sanitaires et les parcours santé des enfants ;***

La **santé scolaire** est très déficitaire à Mayotte (2 postes de médecins non pourvus pour plus de 100 000 élèves) et ne peut répondre à ses missions, dans un contexte général de difficulté d'accès aux soins pour l'ensemble de la population. Des difficultés de santé sont identifiées par l'Éducation nationale comme un frein effectif aux apprentissages (vue, ouïe), sans pouvoir disposer de moyens suffisants pour le dépistage et la prise en charge. L'école constitue un espace à investir pour le repérage et l'orientation vers les soins, et pour le développement des compétences psycho-sociales permettant aux enfants et adolescents d'adopter durablement des comportements de préservation ou de protection de leur santé, notamment dans les champs de la sexualité et de la vie affective, de la nutrition, ...

Les problématiques des addictions et des violences font l'objet d'un projet triennal (CM1, CM2 et 6<sup>e</sup>) soutenu par la **MILDECA** et mis en œuvre par les enseignants dans les écoles avec le partenariat local.

Enfin, le **Schéma de Santé 2018-2023 de Mayotte** identifie comme un axe majeur d'intervention la préservation de la santé des jeunes, dans et hors l'école, notamment en développant des solutions innovantes (santé communautaire entre autres).

- ***Prendre en charge les besoins primaires des enfants en développant une offre de restauration (midi et collation) :***

Le développement de la restauration scolaire en repas est une démarche essentielle pour le développement de Mayotte avec des enjeux économiques (création de filières agro-alimentaires), éducatifs (meilleure prédisposition des élèves aux apprentissages) et sanitaires (meilleure nutrition).

Réunissant l'ensemble des acteurs de la filière, le **comité départemental de la restauration scolaire** a fait l'objet d'une réactivation depuis 2016 et a validé un plan d'action comprenant 11 propositions notamment la poursuite du programme de construction de réfectoires et cuisines centrales et le renforcement des programmes de formation des personnels communaux.

Il est envisagé le déploiement de la restauration scolaire en repas sur le quartier de Kawéni dans les établissements des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés, avec l'appui technique et financier de l'Etat (DEAL et CSSM) dans le cadre des dotations pour les constructions scolaires et des reliquats de la PARS. La construction d'une cuisine centrale est prévue dans le cadre du **projet de rénovation urbaine**.

Avec le plan pour l'avenir de Mayotte, le département a bénéficié d'une hausse exceptionnelle de 20 centimes de la **prestation d'aide à la restauration scolaire (PARS)**.

Dans le cadre de la **stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté**, le déploiement de petits déjeuners à l'école est engagé depuis la rentrée 2019 avec 4000 petits-déjeuners servis avec le Vice-rectorat dans le cadre d'une expérimentation. Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le dispositif passera à 8000 petits-déjeuners. Le déploiement sur les écoles maternelles de Kawéni permettrait de répondre aux besoins primaires des plus fragiles.

41 agents de collations et 260 agents « rythmes scolaires » aident au quotidien au sein des écoles de Mamoudzou. La ville investit par an pour 862 K€ de fournitures scolaires et 250 K€ de mobiliers scolaires

- **Créer une dynamique entre parents et établissements scolaires, afin que les parents soient des acteurs importants dans la réussite scolaire de leurs enfants.**

L'opération « **Ouvrir l'École aux parents pour la réussite des enfants** » (OEPRE) est conduite à Mayotte dans un partenariat étroit entre le Vice-Rectorat, la DJSCS et la Préfecture (Politique de la Ville). Les moyens de ces 3 partenaires sont articulés et complémentaires pour couvrir le territoire, offrir le plus grand nombre de « places » et ainsi favoriser l'intégration des parents d'élèves, volontaires, en les impliquant notamment dans la scolarité de leur enfant. Une attention particulière sera portée à Kaweni dans le cadre du pilotage de ce dispositif.

### **③ Permettre la construction de parcours qui articulent les différents temps de l'enfant et les étapes de son développement jusqu'à l'âge adulte :**

- **Déployer une offre plus complète pour couvrir les différents temps de l'enfant,**
- **Faciliter les transitions entre les différentes structures et les différents temps :**

La CSSM souhaite développer les **Accueils Collectifs de Mineurs (ACM)** et à ce titre finance largement l'offre du territoire pour permettre l'accès aux loisirs, notamment en dehors des périodes scolaires. L'ouverture récente d'un **Centre de Loisirs des Jeunes de la Police Nationale** à Kaweni s'inscrit également dans ce cadre.

La **Caisse des Écoles de Mamoudzou**, en partenariat avec la Ville, la CSSM et la DJSCS, propose depuis 8 ans des Accueils Collectifs de Mineurs pendant les périodes des vacances scolaires pour permettre aux enfants et jeunes de bénéficier des temps de repos éducatifs. Pour Kawéni, ce sont plus de 1 000 enfants et jeunes qui bénéficient des actions proposées chaque période de vacances. Dans les années à venir, une augmentation de la capacité d'accueil, notamment à Kawéni, est attendue, avec la mise en place de projets « sur mesure » autour de l'enfant. Pour tendre vers une démarche qualité, la Caisse des Ecoles renforcera son ingénierie en recrutant un cadre spécialisé en animation socio-culturelle pour développer les ACM, les projets pédagogiques en lien avec les écoles, ainsi que des actions citoyennes dans les établissements scolaires.

- **Donner l'accès à la culture (artistique, scientifique, technologique) et à la diversité des disciplines sportives,**
- **Créer et animer des espaces de vie commune (bibliothèque, centre sportif, centre technologique et scientifique destinés aux jeunes, centre d'accueil et de loisirs, etc.) :**

De nombreuses actions visant à promouvoir l'accès des jeunes à la culture, aux sports et aux loisirs en général sont financées et accompagnées par les services de l'Etat en lien avec la CSSM et le Département de Mayotte. La mise en place du **Fonds de développement social (FDS)** permet d'accélérer le financement des projets d'infrastructures du territoire.

Par ailleurs, un focus est porté dans le **projet NPNRU** sur l'intégration et l'évolution de la zone scolaire et des politiques éducatives. L'espace concentrant tous les établissements sera transformé en quartier multifonctionnel. Des équipements sportifs et culturels partagés y seront intégrés.

Dans le cadre de la Cité Educative, un **passport sportif et culturel** sera créé en lien étroit avec l'offre associative existante sur le quartier. Le théâtre est une thématique de travail partagée entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degré : des moyens complémentaires permettront de structurer et compléter l'offre pour créer un véritable parcours culturel et artistique pour les enfants. En complément, la commune met en place des animations sportives destinées aux enfants pendant les vacances scolaires avec l'organisation des actions multi-sports. Plus de 600 jeunes y participent.

L'accompagnement de l'Ecole de Musique de Mayotte, d'ores et déjà reconnue par le Ministère de l'Education Nationale, vers la **création d'un Conservatoire** constitue un enjeu majeur pour permettre l'accès à la culture des plus démunis.

Lors de la visite en octobre 2019 du chargé de **développement des Micro-folies** « Outre-Mer » de l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette, la Maison des Jeunes et de la Culture s'est montrée intéressée pour une inscription dans la démarche.

Dans le cadre de la politique d'éducation prioritaire, les établissements secondaires de Kaweni accueillent les élèves après leurs cours, en **accompagnement éducatif**, dans des ateliers artistiques, culturels ou sportifs. **La Direction des Affaires Culturelles**, en lien avec l'Education Nationale, propose sur Kawéni différents temps d'éducation culturelle et artistique et aux médias, intégrés dans le parcours scolaire des élèves. Ces actions autour du cinéma, du théâtre, la danse et de la musique devront être élargies à l'ensemble des élèves souhaitant les pratiquer.

La **ville de Mamoudzou** développe et améliore les structures socio-éducatives et culturelles communales et soutient fortement le tissu associatif. En 2019 la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Kawéni a été inaugurée avec une équipe dédiée afin de conduire des projets éducatifs à destination des jeunes. La commune met également à disposition ses équipements (terrains de football, plateaux polyvalents, MJC, médiathèque) aux associations sportives ou culturelles et aux habitants.

#### **④ Accompagner chaque jeune dans son projet professionnel pour que la jeunesse de Kaweni soit une force pour développer le territoire :**

- **Prévenir et lutter contre le décrochage scolaire, l'illettrisme, l'innumérisme et l'illectronisme :**

36 % des jeunes mahorais de 16 ans sont détectés en situation d'illettrisme dans le cadre des Journées Défense Citoyenneté (2018). Pour faire face à cet enjeu majeur, la **Plateforme de Lutte contre l'Illettrisme et l'Analphabétisme (PLIA)** au sein du GIP CARIF-OREF met en œuvre un plan d'action 2015/2020 (professionnalisation des acteurs, animation de réseau, centre de ressources, etc.). La PLIA conçoit et porte des actions de formations innovantes (public accueillis ou méthode mise en œuvre) : elle sera mobilisée au sein de la Cité Éducative sur la question de la Jeunesse, d'autant plus qu'il est envisagé qu'à partir de 2020 que la PLIA porte toutes les formations « savoirs de base » inscrites dans le Plan Ultramarin d'Investissement dans les Compétences (PUIC).

- **Accompagner les jeunes dans leur orientation et leurs accès à l'enseignement supérieur, en travaillant sur les freins psychologiques et matériels :**

En complément des **programmes de soutien à la mobilité** financés par **LADOM** et le **Conseil départemental de Mayotte**, le dispositif « **Cadres d'avenir pour Mayotte** » a été déployé à la rentrée 2018. Il vise à promouvoir la formation de cadres locaux à travers la sélection de personnes à fort potentiel pour effectuer une formation universitaire à la Réunion ou en métropole pour une durée maximale de 5 ans, avec une obligation de revenir exercer une activité professionnelle à Mayotte pour 3 ans minimum. L'enjeu est de pouvoir former des cadres locaux ayant vocation à accompagner le développement et la structuration du département de Mayotte et notamment sur des secteurs sous tension (santé, accompagnement social, soutien aux entreprises, ingénierie, éducation et culture...).

Une association locale (« **Émanciper Mayotte** »), soutenue par le Ministère de l'Outre-Mer, prépare au départ en mobilité pour anticiper l'arrivée en métropole et les difficultés matérielles éventuelles. Elle pourra être mobilisée sur le quartier de Kaweni.

Le vice-rectorat de Mayotte met en place de nombreux partenariats dans l'objectif de préparer les collégiens et les lycées à des parcours ambitieux. Cette politique s'inscrit notamment en complémentarité du programme « **Cadres d'avenir** ». Pour cela, des **conventions tripartites** ont été mises en place entre vice-rectorat, Conseil Départemental de Mayotte et 10 académies. Des visioconférences sont organisées afin de préparer les futurs étudiants.

Sans disposer de réelles **Cordées de la réussite**, des actions sont menées à Mayotte dans le même esprit : le lycée de Mamoudzou Nord a une action à destination d'élèves de première en partenariat avec L'École Nationale Supérieure d'Art Dramatique.

Dès l'année scolaire 2016/2017, des **Parcours d'excellence** ont été mis en œuvre au sein des établissements scolaires afin d'accompagner des élèves volontaires vers une poursuite d'études ou une insertion professionnelle ambitieuse et réussie. Une montée en puissance est engagée pour cette année scolaire avec la participation de sept établissements scolaires (5 collèges et 2 lycées) au bénéfice d'environ 250 élèves. Sept établissements de l'enseignement supérieur sont d'ores et déjà mobilisés : Science Po Lille, l'Ecole Normale Supérieure d'ULM, l'Ecole Nationale Supérieure des métiers de l'image et du son, le Centre National Supérieur des Arts Dramatiques, l'Institut de Prospective et de Sécurité en Europe, le CUFR de Mayotte, l'Université de la Réunion.

- **Accompagner les jeunes à se construire un parcours correspondant à leur projet de vie :**

A Mayotte, 54% des jeunes sont sortis du système scolaire sans aucun diplôme qualifiant et 56% des jeunes de 15 à 29 ans qui ont achevé leur scolarité n'ont obtenu aucun diplôme qualifiant. Le **Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences (PUIC)** porte les ambitions suivantes :

- Construire et déployer des parcours personnalisés de formation allant de l'amont de la qualification jusqu'à l'obtention de la qualification afin d'améliorer durablement l'accès à l'emploi des bénéficiaires et notamment des jeunes
- Agir contre les inégalités sociales ou territoriales et assurer l'égalité d'accès à la formation notamment pour les personnes résidant en quartier prioritaire politique de la ville
- Sécuriser les parcours des actifs et les préparer à l'insertion post-formation
- Impulser et accélérer la transformation du système de formation professionnelle, depuis l'analyse du besoin de compétences à la réingénierie pédagogique, en passant par l'expression de la commande de formation.

La loi du 5 décembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » transforme et promeut l'apprentissage. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 le CFA et le GRETA seront fusionnés. En 2020, la structure accueillera 340 apprentis répartis dans les 5 établissements d'apprentissage dont deux sur Kawéni : le LPO de Kawéni et le LPO de Mamoudzou Nord.

**Le NPNRU de Kawéni** développe sur son volet économique des actions d'insertion professionnelle à destination des habitants de Kawéni de type "Boost'in Kawéni". Cette action de formation mise en place en partenariat avec le CCI de Mayotte a pour objectif de former les habitants sur un projet de création d'entreprise. Il organise aussi des formations de formalisation et de structuration des filières d'activité économique artisanale telle que marché, la couture, sculpteur etc, et le recrutement sur compétences (« 100 demandeurs, 100 emplois »).

- **Développer la coopération à l'échelle de l'Océan Indien en s'appuyant sur l'enseignement des langues régionales, dans et hors l'école :**

De nombreuses actions d'aide à la mobilité dans le cadre des programmes d'échanges sont financées par le Fonds d'Echanges à but Educatif, Culturel et Sportif (**FEBECS**).